

Des pères divorcés en colère lancent une pétition

DROIT PARENTAL • Des papas, privés de leurs enfants suite à une séparation conflictuelle, veulent qu'un organe de surveillance soit mis sur pied pour contrôler les agissements des intervenants du Canton.

Laurent Grabet

Le vent serait-il en train de tourner dans le combat à la David contre Goliath opposant des pères divorcés au Service genevois de protection des mineurs (SPMi)? Une pétition, lancée récemment par le «Mouvement parents, enfants, jeunes (MPEJ)», veut imposer au SPMi et aux intervenants en protection de l'enfance, un organe de contrôle et de surveillance indépendant disposant d'un pouvoir de sanction. Notons que le même texte circule dans le canton de Vaud où il vise la Direction générale de l'enfance et de la jeunesse (DGEJ). La pétition réclame aussi que tous les entretiens entre les familles concernées et les professionnels du Canton soient protocolés ou enregistrés. «Le Service de protection des mineurs devra aller vers plus de droiture et d'efficacité dans le traitement des dossiers. Bien souvent, ses employés ont comme un biais cognitif qui les pousse à prendre le parti des mères. Or, les juges semblent les considérer comme des auxiliaires de justice et prennent leurs décisions sur la base de leurs rapports», déplore Philippe Oberson. Le répondant genevois du MPEJ, qui s'est lancé dans la course au Conseil d'Etat en 2023 sur la liste Résistance populaire, est engagé dans la cause paternelle depuis 15 ans.

Calomnies impunies

Les témoignages de pères divorcés confirment que beaucoup d'entre eux s'estiment gravement lésés par les services sociaux. «Les accusations mensongères de violences ou d'abus sexuels proférées stratégiquement par l'ancienne compagne tiennent souvent une place centrale dans ces affaires. Elles impliquent rapidement un éloignement partiel ou total entre le père visé et ses enfants. Ces affaires traînent malheureusement souvent des années et, finalement, le père est privé de ses enfants et vice-versa. Dans les cas les plus dramatiques, il ne les revoit même jamais... Avec toutes les conséquences sur sa santé psychique que l'on peut imaginer...», déplore Philippe Oberson.

L'activiste estime que cette gestion des dossiers relève de la maltraitance grave. «Pourtant, les dénonciatrices calomnieuses écotent dans le meilleur des cas de quelques jours-amendes alors que le Code pénal prévoit jusqu'à 5 ans de



Philippe Oberson, représentant genevois du Mouvement parents, enfants, jeunes (MPEJ), avec sa pétition qui sera bientôt remise aux députés du Grand Conseil. DR

prison. Cela n'est pas dissuasif et d'autres mères, aveuglées par leur colère, continuent donc d'utiliser cette arme fatale de destruction massive!», assène de son côté Julien Dura. Le fondateur du MPEJ, et auteur du livre *A la mémoire des parents de seconde zone*, souligne en outre que la relation entre l'enfant et son père s'en trouve abîmée et embourbée dans un conflit de loyauté. La pétition, qu'il a initiée, réclame donc aussi une grande sévérité pour ces faits.

Le Genevois Philippe Oberson et les signataires affirment que «l'intérêt supérieur de l'enfant, si souvent mis en avant dans ces affaires, est en réalité trop souvent bafoué par

les intervenants sociaux en charge. Ils veulent «enfin que cela cesse». Leur pétition a déjà recueilli plus de 300 signatures.

Recours possible au TF

Lauranne Peman-Bartolini, porte-parole du Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP) précise de son côté que «toute action du SPMi dans un dossier particulier est susceptible d'être contestée par un recours au Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant à Genève, lequel respecte les principes fondamentaux du droit». ■

L'ÉCONOMIE VUE PAR

Chantal de Senger

Swisscom prochain Credit Suisse?



TÉLÉPHONIE - Swisscom a récemment fait part de son intention de racheter Vodafone Italia pour la «modique» somme de 8 milliards de francs. Cette décision soulève une série de questions, notamment le fait que la Confédération, qui détient une participation majoritaire de 51% dans Swisscom, accepte que l'entreprise prenne le risque de s'endetter considérablement pour mener à bien cette opération.

Au lieu de chercher à maximiser les profits à tout prix, ne serait-il pas plus responsable de réduire les tarifs pour rendre les services de télécommunications plus accessibles aux citoyens et indirectement les aider à récupérer du pouvoir d'achat? Les intérêts des abonnés ne devraient-ils pas être au cœur des préoccupations de Swisscom plutôt que de vouloir maximiser les profits des actionnaires?

Au lieu d'investir des milliards dans une entreprise étrangère, ne serait-il pas plus judicieux de réinvestir tout cet argent dans les infrastructures helvétiques? Cette décision soulève également des craintes légitimes quant à la gestion future de Swisscom.

Sommes-nous condamnés à revivre les scandales qui ont secoué d'autres institutions financières suisses, telles que Credit Suisse et UBS?

Sans compter Swissair, notre ancienne fierté nationale, qui a été sacrifiée sur l'autel des investissements risqués et malavisés. Il est temps pour les autorités suisses de revoir leurs ambitions internationales. Elles doivent prendre leurs responsabilités et, surtout, apprendre enfin de l'Histoire.

VIOLENCES À L'HÔPITAL

Protection du personnel

AG - En 2023, selon les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) un millier d'agressions physiques et verbales, dont 308 faits graves, ont été perpétrés contre leur personnel. La violence au sein de l'établissement ne cesse de croître. On enregistre en effet deux fois plus de cas par rapport à 2020. Les services de psychiatrie (63%) et des urgences (17%) sont les plus exposés. L'intervention des agents de sécurité dénote un accroissement marquant des actes physiques. Ces chiffres sont sans nul doute en deçà de la réalité puisqu'une majorité de victimes sous-déclarent les brutalités dont elles ont fait l'objet. Pour tenter d'endiguer ce phénomène, la direction des HUG a décidé de simplifier la procédure de déclaration des actes de violence afin de mettre en place des actions tant préventives que correctives. Des formations sont en outre proposées au personnel, portant sur la sensibilisation, la prévention et la mise en situation. A noter que la culture de la tolérance zéro avait été introduite en 2016 s'agissant de toutes les formes de violence à l'égard tant des collaborateurs, que des patients et leurs familles.

PUB

De nouvelles images Street View !

Grâce à Street View, vous pouvez vous repérer facilement dans des endroits que vous ne connaissez pas, découvrir des lieux magiques ou trouver une entreprise sur le Web. Nous nous efforçons constamment de mettre à jour les images et d'ajouter de nouveaux contenus.

À partir du 26 Mars 2024, nous sillonnerons à nouveau les routes de tous les cantons suisses : Zurich, Berne, Lucerne, Uri, Schwyz, Obwald, Nidwald, Glaris, Zoug, Fribourg, Soleure, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Schaffhouse, Appenzell Rhodes-Extérieures, Appenzell Rhodes-Intérieures, Saint-Gall, Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève, Jura. Vous pourrez nous croiser dans des villes telles que Zurich, Genève, Lausanne, Berne, Bâle, Thon, Lugano, Winterthur, Saint-Gall, Lucerne, Uster, Dübendorf, Dietikon et dans d'autres communes de plus petite taille ainsi que sur un certain nombre de pistes cyclables, de sentiers de randonnées et de domaines skiables. Vous trouverez les dernières informations à ce sujet sur www.google.ch/intl/fr_ch/streetview/explore/.

Les images réalisées en Suisse en 2023 seront publiées à partir du mois de juin 2024, pendant que les images réalisées en 2024 seront publiées à partir du mois de novembre 2024.

Remarque : nous accordons une priorité absolue à la protection de votre vie privée. Nous floutons tous les visages et toutes les plaques d'immatriculation avant de publier les prises de vue. De plus, vous pouvez à tout moment nous soumettre une objection concernant des images non souhaitées en cliquant sur le lien «Flouter cette image ou autres options». Vous pouvez également nous écrire : Google Switzerland GmbH, Street View, Brandschenkestrasse 110, 8002 Zürich.



LES EXPERTS DE L'ALIMENTATION
Du 18 au 30.03
Une expo gratuite et sans inscription qui vous dévoilera tous les secrets de la nutrition!

Programme des animations

CENTRE MANOR CHAVANNES



Des pères divorcés lancent une pétition *page 5*

Quoi de neuf M. le maire? Troinex voit son développement d'un bon œil *page 6*



Décaillet Le peuple doit prendre le pouvoir *page 7*

Le coin politique Référendum sur les caisses maladie: c'est non à tout! *page 7*



Auto La technologie embarquée pour prévenir les distractions *page 13*



Cybercriminels la grande traque

Escroqueries à l'amour, piratages des données, chantages: le grand banditisme qui sévit sur le Net gagne du terrain. Un véritable business dopé par l'Intelligence artificielle. L'Etat contre-attaque. *p. 3*

Agenda du WEEK-END

A Chêne-Bougeries, la danse sera à l'honneur avec le spectacle vitaminé «**Une soirée avec le Ballet junior de Genève**». «**Les matinales de l'OCG**» entament leur saison pour le plus grand plaisir des familles. *2e cahier*

LOISIRS

PUB

Découvrez les offres santé et beauté!

SUN STORE
bien plus qu'une pharmacie



GENÈVE MALIN

- Minipeople - Arrêtons de croire au Père Noël 2
- Gniolu - Ces pauvres qui ne sont jamais contents 2
- C'est mortel - Il y a trente ans «La Suisse» disparaissait 4
- Economie - Swisscom dans les pas de Credit Suisse? 5
- Genève - Les HUG renforcent la protection de leur personnel 5
- Petit-déjeuner avec la députée - Masha Alimi (LJS) 6
- Santé - Contrôler ses yeux au Village de la vue 6
- Le canard déchainé - Cyclistes, montrez-vous! 7
- Pique-assiette - Soupe de pâtes aux haricots 10
- Sexo - Fantôme et réalité peuvent cohabiter 14
- Horoscope - Le Lion a beaucoup d'atouts 14

PUB

RAFAEL STORES
STORES - VITRINE - AMBASSADE

Route de Drize 73A • 1234 Vessy GE

T. +41 22 525 25 66

info@rafaelstores.ch • www.rafaelstores.ch

RAFAEL STORES, chaque projet reste unique!

Logos: elero, GRIESSER, Regazzi, somfy, MHZ, RAFAEL, weinor, VELUX, NEVA.